

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2010217-0005

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société EUROSERUM
1 rue F.Belondrade
82008 MONTAUBAN Cedex

ARRETE PREFECTORAL DE CONSIGNATION

Le préfet de Tarn-et-Garonne

Vu le code de l'environnement, son Titre I du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1;

Vu le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-48 du 11 janvier 2010 portant délégation de signature de Madame Alice Coste, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 autorisant et réglementant le fonctionnement des installations exploitées par la société EUROSERUM, notamment les prescriptions techniques 5.4 annexées à cet arrêté ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mars 2008 mettant en demeure l'exploitant de respecter avant le 19 septembre 2008 les prescriptions techniques 5.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la lettre d'Euroserum en date du 29 février 2008 présentant la démarche d'accompagnement acoustique retenue avec le cabinet GEVOLYS ;

Vu le rapport intermédiaire GEV-DA-08-05-07-RA-Euroserum du 26/06/2008 rédigé par GEVOLYS et indiquant que le site Euroserum ne respecte pas les critères d'émergence en période de nuit, en zones à émergences réglementées ;

Vu le procès-verbal d'infraction du 30 avril 2009 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 5 mai 2009 établis suite à la visite d'inspection du 30 avril 2009 et constatant le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mars 2008 ;

Vu les rapports de mesures acoustiques réalisées par l'APAVE les 1^{er} et 2 octobre en limites de propriété et celles réalisées par SOCOTEC les 11 et 12 octobre en zones à émergence réglementée pour le compte d'Euroserum ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2010 concluant à la nécessité de réaliser une tierce expertise pour vérifier la représentativité des rapports de mesures fournis par Euroserum et la conformité de l'usine avec l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;

Vu le rapport intitulé « RA-100123-01-A / Contre-expertise acoustique des rapports de mesures relatifs au site EUROSERUM de Montauban (82) » réalisé par SOLDATA Acoustic initialement daté du 15 juin, et corrigé le 26 juillet 2010, pour le compte de la DREAL ;

Vu le devis établi par la société SOLDATA Acoustic en date du 22 juillet 2010 pour la réalisation d'une campagne de mesures complémentaires, d'une modélisation et la finalisation d'un plan d'actions (étapes 1 et 2 dont le montant total s'élève à 16500 €) ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 22 juillet 2010 ;

Considérant que la société EUROSERUM n'a pas en 2008 respecté le cahier des charges d'études qu'elle avait proposé à l'inspection des installations classées avec le concours du cabinet GEVOLYS pour évaluer la situation acoustique de ses installations ;

Considérant les constats de conformité dressés par les rapports de mesures acoustiques APAVE et SOCOTEC fournis par Euroserum en 2009 ;

Considérant toutefois que les conditions de mesures des émergences lors la campagne réalisée par SOCOTEC n'ont pas permis de caractériser le bruit de fond avec l'usine totalement à l'arrêt et que des erreurs de calcul des émergences ont été relevées par l'inspection des installations classées dans le rapport de ce bureau d'études ;

Considérant que la société EUROSERUM sur son site de Montauban fait l'objet de nombreuses plaintes récurrentes de voisinage pour nuisances sonores générées par ses activités ;

Considérant que le rapport de tierce expertise de SOLDATA Acoustic évoque des lacunes dans la campagne de mesures des émergences ainsi qu'une non-conformité probable au point n°4 (10 avenue d'Albi) et des tonalités marquées sur le niveau sonore mesuré en plusieurs points, notamment aux points 4 et 6 (43 route de Vignarnaud) sur la période nocturne ;

Considérant que le tiers expert estime que des mesures complémentaires sont indispensables pour affiner cette analyse, d'où découle la nécessité ou non d'engager des travaux d'insonorisation complémentaires sur le site ;

Considérant que l'inspection des installations classées ne dispose pas à ce jour de résultats de mesures garantissant le respect des critères d'émergence fixés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé ;

Considérant enfin que l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires en vue de garantir la conformité de son site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} :

La procédure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code susvisé est engagée à l'encontre du directeur de la société EUROSERUM, sise 1 rue F.Belondrade – BP 805 82008 MONTAUBAN Cedex.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 16 500 € répondant du coût des travaux de diagnostic est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le trésorier payeur général de Tarn-et-Garonne. Cette somme correspond à la réalisation des études pour évaluer la conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2008.

Article 2 :

Après avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées pourront être restituées à M. le directeur de la société EUROSERUM, au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites et sur fourniture des justificatifs de travaux ci-après :

- rapport de la campagne de mesures acoustiques complémentaires répondant au cahier des charges défini dans le rapport RA-100123-01-A de SOLDATA Acoustic, et en cas de non conformité avérée aux valeurs limites d'émissions,
- rapport de modélisation acoustique globale du site à l'aide d'un logiciel adapté permettant d'identifier les sources sonores prédominantes, leur poids acoustique respectif, les sources sonores à traiter, les gains à viser par source et les gains attendus dans l'environnement.
- plan d'actions chiffré et daté pour la mise en conformité de l'usine tenant compte des éléments précités.

Article 3 :

En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L 514-1, M. le directeur de la société EUROSERUM perdra bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

Article 4 :

Mme le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne,
M. le Trésorier Payeur Général du Département de Tarn-et-Garonne
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
Mme le Maire de la commune de Montauban,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société EUROSERUM.

A Montauban, le 05 AOÛT 2010

Le préfet, Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Alice COSTE

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Toulouse. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte.